

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 294

LE NUMERO : 2 FF

20 FB - 1 FS

21 juil. au 7 sept. 79

Transformer la guerre économique en guerre de classe !

Si le sommet de Tokyo a bien démontré une chose, c'est la formidable impuissance du capitalisme devant les conséquences de sa marche chaotique : que peuvent même ses formidables machines étatiques devant les lois d'airain du marché qui font grimper le prix du pétrole ? La seule réponse qu'a pu souffler la soi-disant science économique bourgeoise, prostituée et charlatanesque, ne dépasse guère le bon sens trivial de la ménagère qui, devant la hausse du prix des carottes, doit se contenter de navets. On fabriquera donc de l'essence à partir du charbon, afin de réduire la demande, et pour cela, les prolétaires iront

s'enfuir et crever dans les mines aujourd'hui désaffectées, jusqu'à ce que le cours anarchique du capital les en chasse brutalement pour les expédier sur un autre « front productif ». L'offre de pétrole sera maintenue grâce à la menace d'une intervention militaire brandie par Carter et Giscard et les restrictions seront partagées entre les vampires impérialistes selon la loi du plus fort — désormais baptisée « harmonisation des politiques énergétiques », la seule arme de l'Europe et du Japon contre les Etats-Unis résidant dans la peur de ces derniers d'aggraver encore les risques de récession mondiale.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Dans un éditorial judicieusement intitulé « A nouveau les cauchemars », l'*Economist* de Londres du 7 juillet 1979 considère que l'augmentation des prix du pétrole et des matières premières n'est somme toute pas exceptionnelle cette année. Elle ne fait en réalité qu'aggraver un processus d'accélération générale de l'inflation et du chômage qui, combiné au déficit croissant des balances commerciales des pays pauvres, conduisent de la crise présente (1979-80) « à une crise internationale majeure, sinon demain du moins à l'horizon du prochain cycle quinquennal ».

L'inflation a été déclarée à Tokyo l'ennemi numéro un. Les *Echos* du 27-6 expliquent : la déstabilisation monétaire qui s'en suit « équivaut à rétablir la loi de la jungle où la force est le seul atout dans la compétition économique [mais quand en a-t-il été autrement ? NDR] Cette dernière se transforme en lutte ouverte pour l'accès aux matières premières, pour l'accès aux débouchés. C'est la porte ouverte à toutes les aventures. Ce n'est pas un hasard si, depuis que les dettes internationales sont payées en monnaie de singe, le commerce mondial a pris l'aspect d'une véritable guerre économique menaçant parfois de dégénérer en guerre tout court ». En tout cas, toute la campagne

menée autour des réfugiés d'Indochine sert, à tout hasard, de préparation psychologique des foules du monde entier à l'alignement sur les fronts de la guerre impérialiste, avec la bénédiction cette fois des Sartre et consorts, qui ne se donnent plus aucun sursis pour courir sur la barricade théâtralement mensongère des droits de l'homme.

Comment combattre l'inflation ? Pour le FMI, il faut faire la chasse aux déficits budgétaires et aux dépenses improductives, après la compression des revenus. Les *Echos* du 9-7 renchérisent : « Alors que la vraie richesse naît de la production [on voit que les bourgeois savent à l'occasion se faire théoriciens !], le tiers ou le quart de la population française — nul ne sait au juste la proportion —, surveille, réglemente, contrôle l'activité, bref, s'efforce par tous les moyens de stériliser le dynamisme du reste ».

Mais, Messieurs les capitalistes, le poids de ces « improductifs » — que le lecteur ne se laisse pas impressionner par la hardiesse de ces bourgeois : il ne s'agit que des improductifs subalternes, et non des capitalistes à qui, naturellement, tout l'effort productif est dû — n'est-il pas la rançon que doit payer l'impérialisme en putréfaction pour acheter la paix sociale, cet impérialisme qui pousse à fond la

DANS CE NUMERO

- « Partis ouvriers », « gauche du capital » ou partis ouvriers bourgeois ?
- Nicaragua : la révolte des masses exploitées et le sandinisme.
- La signification de classe de la lutte contre le contrôle de l'immigration.

tendance du capitalisme à éjecter de la production une surpopulation relative toujours plus grande ?

La bourgeoisie connaît bien les risques d'un chômage élevé : « L'impuissance devant le chômage déconsidère la démocratie et le fait de prélever chaque année un impôt supplémentaire aveugle de 10 % ou plus sur les liquidités dévalue autant l'autorité des gouvernants que l'actif des épargnants. Une « spoliation » de cette ampleur exacerbe les luttes des classes et constitue une véritable incitation à la gué-

(suite page 3)

Solidarité de classe contre les expulsions de foyers en grève !

Ce n'est pas un hasard si, trois semaines après que le Parlement ait voté contre les travailleurs immigrés la loi Bonnet, et alors qu'il s'apprête à voter la loi Stoléru, les CRS envahissent les foyers en grève et en expulsent violemment les résidents.

Après Strasbourg, Nanterre, Romainville et Dijon, 150 expulsions ont eu lieu dans l'Est, et le vendredi 22 juin le foyer de Garges-les-Gonesses a été encerclé par 1.000 CRS et gendarmes mobiles, les résidents matraqués et expulsés, leurs affaires confisquées et les installations collectives du foyer détruites. La bourgeoisie veut faire tout son possible pour briser pendant l'été la lutte exemplaire des foyers et surtout son organe dirigeant, le Comité de Coordination. Car cette lutte est aujourd'hui la seule force (elle regroupe près de 40.000 ouvriers), qui pourrait servir de colonne vertébrale à une opposition réelle à l'application des mesures répressives contre les travailleurs immigrés. L'enjeu est important, et la bourgeoisie a bien préparé son coup, puisque après avoir épuisé les résidents dans des centaines de procès, elle a lancé ses flics sur des foyers de province et s'attaque maintenant aux foyers de la région parisienne, cœur de la lutte.

Mais les flics à eux seuls ne peuvent suffire. La bourgeoisie compte aussi sur les forces de l'opportunisme « ouvrier » qui, d'un côté, sabotent toute initiative réelle pour briser l'isolement dans lequel elles cherchent à confiner cette lutte comme elles le font pour toutes les luttes ouvrières, de l'autre profitent de la polarisation sur Garges pour pousser à la reprise du paiement des loyers dans certains foyers.

Face à ce sabotage, ce ne sont pas les forces qui s'imaginent pousser les appareils syndicaux à donner une aide à la Coordination qui contribuent à donner à la lutte des foyers un indispensable appui extérieur. Ce ne sont pas non plus les forces qui laissent miroiter une aide provenant d'on ne sait quel camp des « anti-racistes » en général ou des démo-

(suite page 2)

programme communiste

N° 80

AU SOMMAIRE

- L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste.
- Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale.
- Moyen-Orient.
 - Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires.
 - La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient.
- Les revendications « transitoires » dans la tactique communiste.
- Sur le fil du temps — Le prolétariat et la guerre : La guerre révolutionnaire prolétarienne — Le roman de la guerre sainte — Etat prolétarien et guerre.

NICARAGUA

La révolte des masses exploitées et le sandinisme

Après presque 40 ans de stabilité politique et de paix sociale presque absolue, contrastant avec la turbulence de ses voisins (comme le Guatemala, où, d'après une macabre statistique, il y aurait eu, en 1972, un meurtre politique toutes les six heures !), le Nicaragua entre à son tour dans une phase de profonds bouleversements. Cette stabilité avait été maintenue d'une main de fer par le régime de Somoza, installé au pouvoir en 1936 par l'impérialisme américain après l'écrasement de la révolte paysanne dirigée par Augusto César Sandino. (Disons en passant que la victoire tant exaltée de Sandino a été bien mince, car non seulement il n'a réussi à imposer qu'une retraite partielle aux troupes d'occupation yankee, mais surtout parce que cette retraite n'a été effectuée qu'après la création, par les USA, de la Guardia Nacional, à la tête de laquelle ils ont placé, fin 1932, le premier des Somoza).

Les premières fissures graves, qui ne se sont pas refermées depuis, datent du début des années 70. Elles ont été élargies par le terrible tremblement de terre de 1972, qui a détruit 75 % des immeubles de la capitale, 95 % des ateliers et petites entreprises, de même que 11 « grandes » usines (des estimations chiffrent à 40 % les actifs sociaux détruits !). Mais cette catastrophe naturelle n'a fait qu'aggraver la crise économique rampante, en particulier la crise agricole qui s'est déclarée en 1967 et qui n'a cessé de s'accroître.

La reconstruction de Managua, « la plus grosse affaire de l'histoire du Nicaragua », a contribué à agrandir davantage les fissures

notamment en brisant définitivement l'unité politique des classes dominantes qui jusqu'alors ne faisaient qu'un avec le régime des Somoza. Ceci vient de ce que la clique de Somoza s'est emparée de l'affaire, en créant même une banque ad hoc pour canaliser l'aide internationale. Or, être exclue de la distribution des centaines de millions de dollars d'aide, se voir imposer par Somoza des conditions draconiennes pour emprunter les sommes nécessaires à la reconstruction des entreprises ravagées et, par-dessus le marché, être frappée de lourds impôts supplémentaires pour la reconstruction, c'en était trop pour la bourgeoisie ! C'est ainsi que celle-ci devint soudainement démocratique et s'organisa comme mouvement d'opposition. Sa première manifestation publique eut lieu en mars 1974, avec le Premier Congrès de l'Initiative Privée, qui aurait eu (d'après ses organisateurs) l'appui de 90 % des industriels et commerçants du pays. La résolution du Congrès demandait, tout naturellement, trois choses essentielles au gouvernement de Somoza : une réforme fiscale, le droit de participer aux décisions gouvernementales (entendre : de pouvoir aussi mettre la main sans discrimination sur les énormes capitaux accumulés par Somoza) et la reconnaissance des organisations syndicales. Cette dernière revendication ne découle nullement d'une tendresse fraternelle pour les travailleurs, mais du fait que ceux-ci s'étaient mis en mouvement eux aussi sur leurs propres revendications.

En effet, le tremblement de terre de 1972 a laissé non seulement les prolétaires de Managua sans toit et dans une extrême détresse,

mais il a aussi provoqué une inflation galopante. De plus, la soif de profit des « reconSTRUCTEURS » de la capitale a poussé le gouvernement à essayer de porter la semaine de travail de 48 à 60 heures. Ce sont donc les prolétaires embauchés qui ont rompu la paix sociale, provoquant dès la fin avril une vague de grèves. Le mouvement prit une telle force que la brutale répression de Somoza ne put en avoir raison : au contraire, son seul résultat a été de l'élargir. Ne pouvant pas le contenir par la force, le gouvernement de Somoza a dû céder, fin mai, aux revendications des grévistes. Ceux-ci ont donc repris le travail, mais l'effervescence ne cessa pas pour autant, ce qui s'est traduit par de nouvelles grèves fin 73-début 74, qui ne se sont plus limitées au seul bâtiment.

C'est en faisant le bilan de cette vague revendicative que les capitalistes de l'opposition demandent la reconnaissance des syndicats. Ils ont compris qu'il faut créer une force capable de contrôler le jeune prolétariat nicaraguayen, qui est apparu d'une façon si vigoureuse sur son terrain dans l'histoire du pays.

Ce n'est que lorsque cette vague eut complètement reflué que le FSLN a fait son apparition en réalisant une action spectaculaire. Le 27-12-74, il séquestra la quasi-totalité du gouvernement de Somoza, qui dut céder à ses exigences (notamment en relâchant des dirigeants sandinistes en prison). Mais le fait d'avoir réalisé cette action sans aucune préparation des masses à l'inévitable riposte des

(suite à la page 4)

La signification de classe de la lutte contre le contrôle de l'immigration

Le marxisme a toujours dénoncé la démocratie bourgeoise, avec la fiction juridique et politique de l'égalité des citoyens dans la nation indépendamment de la classe à laquelle ils appartiennent, comme la meilleure enveloppe de la dictature de la classe qui, possédant le monopole des moyens de production et d'échange, masque ainsi cette inégalité sociale et économique. L'état d'exception auquel est soumise ouvertement une partie grandissante de la classe ouvrière, à savoir les travailleurs immigrés, en liaison même avec les exigences totalitaires du mécanisme économique et de répression et d'intimidation politique envers des franges particulièrement combattives de prolétaires, sont une indication supplémentaire et vivante pour tout le prolétariat du caractère trompeur de cette démocratie, et du sort qu'elle réserve aux masses en mouvement pour la défense des conditions minimales de vie, de lutte et de travail.

La trahison de tous les partis et syndicats « ouvriers » qui revendiquent, non pas la liberté pour les travailleurs immigrés de s'organiser et de se déplacer suivant leurs besoins de classe, mais un contrôle de leurs mouvements (voir sur ce point en particulier le *Proletaire* n°s 189, 283 et 284) et donc plus de répression et d'intimidation, est liée à leur fidélité à la démocratie et au nationalisme, à leur défense du mensonge de l'égalité de droits pour les bourgeois et les ouvriers d'un même pays, qui laisse intact le privilège économique.

A l'inverse, le pouvoir prolétarien reconnaît l'égalité totale des droits à tous les travailleurs indépendamment de leur nationalité, et les enlève aux classes exploiteuses, précisément parce que, en tant que dictature ouvertement totalitaire et internationaliste de la classe qui est internationale et possède un programme international, il n'a

pas d'autre voie que sa propre unité internationale contre la bourgeoisie et l'instauration de l'inégalité politique comme voie de passage vers la société sans classes.

Si nous attachons autant d'importance à la revendication de la suppression du contrôle de l'immigration dans la lutte immédiate de la classe ouvrière, ce n'est évidemment pas pour l'opposer à des revendications pouvant être obtenues par les luttes partielles et immédiates. C'est parce que cette revendication exprime un besoin réel de la classe prolétarienne, puisqu'il naît une oppression insupportable du contrôle policier exercé sur un mouvement des travailleurs rendu inéluctable par les lois mêmes du capital. De plus, de même que la lutte pour le salaire et de meilleures conditions de vie et de travail ne peut être conduite d'une manière radicale et conséquente que par ceux qui combattent le principe de l'économie capitaliste d'entreprise et le salariat, et cette lutte est indispensable pour forger l'unité combattante des travailleurs nécessaire à leur renversement, de même la lutte contre le contrôle de l'immigration et l'égalité totale des droits ne peut être menée à fond que par ceux qui revendiquent la destruction de l'économie capitaliste et des structures politiques basées sur le principe de l'oppression capitaliste. La lutte pour l'atténuation de l'oppression sur les conditions de séjour, de travail, d'organisation et de lutte des travailleurs immigrés, doit être conduite dans la perspective grandiose de la conquête révolutionnaire du pouvoir, qui seule permettra de l'assurer d'une manière stable et complète. Nous publions ci-dessous des extraits de la Constitution du premier pouvoir prolétarien victorieux, celui de l'Octobre Rouge, où ces grandes conquêtes furent pour la première fois dans l'histoire lancées contre l'ancien mode de domination :

« Article 20. — Au nom de la solidarité des travailleurs de tous les pays, la République des Soviets accorde tous les droits politiques des citoyens russes aux étrangers qui travaillent sur le territoire de la République et qui appartiennent à la classe ouvrière ou à la classe des paysans ne vivant pas du travail d'autrui. Elle reconnaît aux soviets locaux le droit d'accorder à ces étrangers, sans autres formalités, les droits de citoyen russe.

Article 21. — La République des Soviets accorde le droit d'asile à tous les étrangers persécutés pour des motifs politiques et religieux.

Article 22. — La République des Soviets, reconnaissant l'égalité des droits à tous les citoyens, indépendamment de leur race ou de leur nationalité, déclare qu'il est contraire aux lois fondamentales de la République d'instituer ou de tolérer des privilèges ou des prérogatives quelconques fondées sur ces motifs, ainsi que d'opprimer des minorités nationales ou de limiter leurs droits ».

Constitution russe, 1918.

Comment « Lutte ouvrière » comprend la défense des travailleurs immigrés

Puisque les partis de gauche et les syndicats — tous partisans du contrôle de l'immigration ! — font mine de protester contre les projets de loi anti-immigrés, LO aussi verse sa petite larme de crocodile dans son n° 576 daté du 16 juin 1979 (après avoir cité sans aucune critique les manœuvres de l'opportunisme comme la manif CGT du 20 juin).

Encore que, d'après LO, il n'y a pas de risque imminent. Il s'agirait seulement pour l'Etat de « préparer à l'avance le cadre légal et juridique pour d'éventuelles expulsions massives, au moment où il le jugera bon... ». Et du moment qu'elles ne sont pas massives, les expulsions, il n'y a pas de quoi s'agiter, n'est-ce pas ?

En d'autres termes, LO essaie de justifier le fait que, sous prétexte qu'« on ne peut pas tout faire », LO n'a jamais rien fait pour lutter contre l'état d'exception qui frappe les immigrés, jamais rien fait pour éveiller la solidarité des travailleurs français avec les immigrés déjà victimes d'une exploitation et d'une oppression particulières. Mais peut-être qu'il valait mieux que LO ne fasse rien, car quand elle se met à faire quelque chose, c'est encore pire ! Qu'on en juge.

Selon LO, « si la bourgeoisie expulse massivement les travailleurs étrangers, elle le fera payer cher aux travailleurs français ». C'est cet argument, que même le PC n'ose pas trop avancer, que LO développe. Si « le patronat de ce pays ne peut pas encore se passer » des travailleurs immigrés, cela s'explique ainsi : « il faudrait que les travailleurs français soient prêts à les remplacer, c'est-à-dire prêts à accepter une baisse considérable de leurs conditions de travail et de leur niveau de vie... ». Et donc d'expliquer à la classe ouvrière française que si « elle laisse faire », « en commun accord avec le patronat, le gouvernement réduira les avantages sociaux, rendra plus précaire encore la situation des chômeurs. Et si la crise s'aggrave la bourgeoisie fera tout pour contraindre la classe ouvrière à se déraciner, elle aussi d'une

région à l'autre, à accepter ce qu'elle refuse aujourd'hui », bref à la ravalier au rang des immigrés !

Il est évidemment juste qu'en s'attaquant aux immigrés, la bourgeoisie attaque toute la classe ouvrière, et que le sort réservé dès à présent aux catégories les plus exploitées et opprimées menace toute la classe. Mais il est proprement scandaleux de demander aux ouvriers français de « défendre » les immigrés à la manière de LO, c'est-à-dire de les appeler à lutter pour le maintien en dessous d'eux, d'un « sous-prolétariat » obligé d'accepter des conditions qu'eux-mêmes refusent encore. Cette politique-là, c'est la politique aristocratique de défense des misérables privilèges de catégorie. Cette propagande-là ne vise pas à surmonter les divisions et la concurrence que la bourgeoisie crée ou entretient dans le prolétariat, elle table sur elles, et elle ne peut que les renforcer. C'est véritablement une politique de laquais de la bourgeoisie, à laquelle viennent s'ajouter les pleurnicheries du petit-bourgeois réactionnaire devant les mécanismes du capitalisme qui déracine de larges masses de travailleurs.

Lorsque la bourgeoisie attaque d'abord les catégories les plus vulnérables, nous ne disons pas au prolétaire français : ne laisse pas chasser l'immigré, sinon c'est toi qui feras son sale boulot et tu seras aussi mal payé que lui. Cette « solidarité »-là ne mérite que le mépris ! Nous lui expliquons la nécessité d'une solidarité effective, la nécessité de la lutte des prolétaires français contre l'exploitation et l'oppression supérieures dont les immigrés sont victimes, de leur lutte contre le contrôle de l'immigration et contre toute espèce de discrimination afin de réaliser, par dessus les divisions entretenues par les bourgeois et leurs larbins, l'unification de la classe ouvrière qui seule lui permet de se défendre aujourd'hui et de lutter demain pour son émancipation révolutionnaire.

Solidarité de classe contre les expulsions des foyers en grève !

(suite de la page 1)

crates et progressistes, qui ne peuvent s'exprimer que dans un courant se mettant à la remorque des partis de gauche qui sabotent ouvertement la lutte prolétarienne.

A la fin juin, nos camarades ont diffusé dans les cités et sur plusieurs entreprises de la région parisienne un tract d'appel à la solidarité dont voici de larges extraits :

Prolétaires, camarades,

Garges est une épreuve importante, car si l'Etat et les sociétés gestionnaires réussissent à briser la lutte à cet endroit, ils s'attaqueront en force à tous les foyers. Par contre si nous réussissons à les en empêcher, ce sera un formidable encouragement pour les résidents et pour les travailleurs immigrés, mais aussi pour toute la classe ouvrière dans les luttes qu'elle mène aujourd'hui contre l'offensive généralisée de la bourgeoisie, pour défendre ses conditions de vie et de travail.

Immédiatement après l'expulsion de Garges, les résidents ont décidé de s'installer sur un terrain vague devant le foyer, face aux flics qui occupent, avec pour objectif le départ de tous les CRS et gendarmes mobiles du foyer, la réintégration sans conditions de tous les résidents, l'ouverture de négociations globales avec le seul Comité de Coordination sur la base de la plate-forme de revendications.

Dès le premier jour des travailleurs des autres foyers et des camarades français et immigrés sont venus à la rescousse ; et des cités voisines les habitants ont apporté immédiatement une aide morale et matérielle précieuse (nourriture, eau, etc.). L'appel à la solidarité s'est organisé en direction des cités et des entreprises. IL FAUT LE RENFORCER ! Il est de notre devoir à tous de défendre la lutte des résidents et leur organisation qui font partie de notre classe face à la classe adverse, et de l'aider à se renforcer.

Il faut appeler d'autres travailleurs à venir sur le terrain — pour renforcer la présence face aux flics, pour apporter une aide matérielle et financière — pour que les familles de travailleurs des cités viennent aider, et discuter avec les résidents de la grève des loyers et profiter de leur longue expérience qui pourra leur servir dans les luttes qu'ils mènent eux aussi sur le logement et qui devront s'élargir face aux augmentations répétées des loyers — pour que les travailleurs des entreprises viennent se lier à leurs camarades qui logent dans les foyers, pour lutter contre les saisies-arrêt sur salaire et préparer des mouvements de grève dans la production dont tous les prolétaires ont un besoin urgent face à l'aggravation de l'exploitation.

Il faut apporter une aide directe à la base, sans se laisser paralyser par les manœuvres des appareils syndicaux, car cette aide on ne peut l'attendre des directions CGT et CFDT qui ont participé à la commission Delmon mise en place pour briser la lutte des foyers, et qui ont dernièrement organisé, contre les lois Bonnet-Stoléru, trois manifestations différentes pour diviser les travailleurs, et qui ont saboté la préparation de débrayages et d'un meeting à l'initiative des syndicats parisiens de la métallurgie CFDT, du Comité de Coordination et d'organisations de l'immigration.

On ne peut pas attendre d'aide non plus des municipalités, même de « gauche », qui sont pour la limitation du nombre des immigrés dans leur commune, qui n'apportent une aide que sous la pression de la population, et qui chercheront à utiliser cette aide comme un moyen de pression sur les travailleurs.

On peut compter encore moins sur les partis de gauche, PC et PS, qui sont pour un contrôle encore plus serré de l'immigration (voir leurs projets de loi !), et qui veulent entraîner la lutte sur le terrain de la résignation, des pleurnicheries parlementaires et du compromis avec l'Etat, qui veulent négocier foyer par foyer sans le Comité de Coordination, qui, alors qu'ils prétendent soutenir à Garges, font des réunions dans d'autres foyers, comme le PCF à Tremblay-les-Gonesses, pour appeler à cesser la grève.

Enfin une aide réelle ne viendra pas de ceux qui sont là surtout pour défendre leurs intérêts de boutique au détriment de l'organisation de la lutte elle-même.

Camarades, prolétaires,

Contre l'ennemi commun, et contre les faux amis, la lutte a besoin de votre aide directe. Préparez-vous à répondre à tout appel des résidents et du Comité de Coordination. Venez à Garges pour assurer l'autodéfense face aux forces de répression de la bourgeoisie (police et bandes armées), dont la bestialité est encore plus forte lorsqu'elles s'attaquent à des travailleurs immigrés, selon les traditions coloniales et impérialistes.

Contre toutes les luttes ouvrières, la bourgeoisie utilise tous ses moyens de mensonge et de répression. Opposons-lui la force de notre classe qui peut être immense si nous nous unissons autour de nos intérêts communs, par-dessus les divisions de races, de nationalités, de sexes, de catégories.

— CONTRE LA REPRESSION, SOLIDARITE PROLETARIENNE AVEC LA LUTTE DES FOYERS ET LE COMITE DE COORDINATION !
— LA CLASSE OUVRIERE EST INTERNATIONALE !

Le trotskysme : Internationale du compromis et de la capitulation

Le capitalisme ne se contente pas de pousser à l'internationalisation des forces productives et des classes sociales, il étend cette internationalisation jusqu'aux courants politiques dits « extrême gauche ».

La LCR espagnole nous a déjà habitués à sa politique d'adhésion aux principes contre-révolutionnaires de la démocratie, d'unité avec les forces de la social-démocratie et du stalinisme (sans oublier les courants maoïstes), à son manque total de politique indépendante, et le lecteur non averti pourrait conclure à un phénomène pathologique et marginal du trotskysme international. Cependant, il n'en est rien — comme le démontrerait une étude de la politique des sections françaises, espagnoles et latino-américaines, non seulement du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale mais aussi du courant « lambertiste » organisé (ou, pour être plus exact, dispersé, depuis les récentes scissions) autour du CORQI. Mais, dans l'attente d'un tel travail, nous voulons parler ici d'un fait de premier ordre de par ses implications politiques et sa signification et qui concerne simultanément les deux tendances significatives du trotskysme. Nous nous référons à la « motion rouge » présentée conjointement par les députés trotskystes du FOCEP appartenant au PST (parmi lesquels Hugo Blanco) et au POMR (comme Richard Napuri), et par les maoïstes de l'UDP et autres représentants de « gauche », à la session inaugurale de l'Assemblée Constituante péruvienne qui, on le sait, est dominée par l'APRA (parti bourgeois contre-révolutionnaire ouvertement aligné sur l'impérialisme) et qui ne doit son existence qu'à la « bienveillance » du gouvernement militaire qui l'a convoquée et lui a fixé ses prérogatives.

Qu'aurait dit et proposé, d'un point de vue programmatique, un parti révolutionnaire marxiste à la Constituante si, par pure hypothèse, il avait pratiqué le parlementarisme révolutionnaire ? Eh bien, il aurait commen-

cé par affirmer ses principes de classe, anti-démocratiques par excellence — même s'il aurait dû proclamer l'exigence de l'accomplissement de tâches non spécifiquement socialistes — et par dénoncer le rôle contre-révolutionnaire de la Constituante en proposant au prolétariat et à la paysannerie pauvre l'objectif — qu'il soit proche ou lointain — de la destruction de l'Etat et de la démocratie bourgeoise et l'instauration de sa propre dictature de classe.

Tout au contraire, sur le plan des principes, la « motion rouge » est une capitulation complète devant l'idéologie démocratique bourgeoise quand elle proclame que « l'Assemblée Constituante élue sur mandat du peuple [est l'] unique dépositaire de la souveraineté » populaire (cf. *La Vérité* n° 585, décembre 1978). La notion de « souveraineté », selon laquelle l'Etat et le pouvoir « émanent du peuple » grâce au « suffrage universel », est une notion purement bourgeoise, alors que pour le marxisme, le suffrage universel n'est rien de plus que la rituelle consécration « populaire » du pouvoir de la classe capitaliste qui détient dans ses mains la machine de l'Etat, tant que le « peuple », ce protagoniste mythologique de l'histoire selon l'idéologie bourgeoise, comprend les classes irrédigiblement antagoniques de la société capitaliste qui devront s'affronter au cours de cette guerre civile qu'est la révolution prolétarienne.

Cette capitulation conduit les signataires de la « motion rouge », sur le terrain politique, à une autre capitulation, tout aussi ignominieuse, devant le libéralisme, quand ils exigent, d'une part, de cette assemblée bourgeoise qui n'est pas issue d'une révolution mais d'une réforme de l'Etat contre-révolutionnaire, qu'elle « résolve le problème de la libération du joug de l'impérialisme » et quand ils remettent, d'autre part, entre ses mains la satisfaction de certaines exigences...

(Suite page 4.)

« Partis ouvriers », « gauche du capital » ou partis ouvriers bourgeois ?

Ce que nous appelons, à la suite de Lénine, les partis ouvriers bourgeois, sont, pour les trotskystes, des tendances du mouvement ouvrier ; pour l'ultra-gauche idéaliste du type CCI, ils ne représentent ni plus ni moins que la « gauche du capital ». La première définition s'inscrit dans la pratique suiviste des trotskystes, la seconde dans une logique de pure et simple dénonciation propagandiste. La lutte contre l'opportunisme exige une compréhension complète du phénomène.

Les partis ouvriers bourgeois sont pour nous les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. En 1915, contre les champions de l'époque de la réconciliation avec les partis qui venaient de sombrer dans l'appui à la guerre impérialiste, et en particulier contre Kautsky, Lénine écrivait : « Tous les marxistes, aussi bien en Allemagne qu'en France et ailleurs, ont toujours démontré que l'opportunisme est une manifestation de l'influence exercée par la bourgeoisie sur le prolétariat, qu'il est une politique ouvrière bourgeoise, qu'il constitue l'alliance d'une poignée d'éléments proches du prolétariat avec la bourgeoisie » (*L'opportunisme et la faillite de la II^e Internationale*, Œuvres, tome 21, p. 461).

Il ne s'agit pas là d'un phénomène d'ordre moral (la « trahison » ou la « tromperie » des chefs), mais d'un fait historique et social qui a sa racine objective et son principal appui dans « une partie de la petite bourgeoisie et de certaines couches de la classe ouvrière soudoyées avec les fonds des surprofits des impérialistes, et converties en chiens de garde du capitalisme, en corrupteurs du mouvement ouvrier » (*L'impérialisme et la scission du socialisme*, Œuvres, tome 23, p. 121).

En effet, comme le dit encore Lénine, « cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'aristocratie ouvrière », entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la II^e Internationale et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe capitaliste (*labor lieutenants of the capitalist class*), de

véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme » (*L'impérialisme*, Préface aux éditions française et allemande, Œuvres, tome 22, p. 210).

Cet opportunisme fonctionne comme une véritable machine, qu'il n'est pas possible d'arrêter à volonté, mais qui suit son cours, même lorsque son but vient à manquer. Il en fut ainsi lorsque l'opportunisme réformiste de la II^e Internationale se trouva placé devant la guerre, qui donnait un coup d'arrêt brutal à la possibilité des réformes et de la collaboration avec la bourgeoisie : « La politique syndicale d'une part, la politique parlementaire de l'autre, étaient les deux ressorts d'une machine qui, étant agencée uniquement pour accorder au prolétariat de petites satisfactions et de petites améliorations, les mettait en contact, en discussion, en transaction permanente avec la bourgeoisie, les conduisait continuellement à des accords syndicaux qui les poussaient de plus en plus à la collaboration politique, au possibilisme et à l'entente avec l'adversaire jusque dans l'administration de la chose publique et l'intervention dans les mécanismes du pouvoir en tant que représentants du prolétariat. Voilà pourquoi il n'a pas été possible, en 1914, d'arrêter cette machine que le prolétariat alimentait de ses efforts, de ses économies, et parfois même de son sang, puisque cette époque a aussi connu des épisodes violents de lutte de classe. Elle continua à tourner, et ses dirigeants continuèrent à persévérer dans la même méthode, puisqu'ils ne pouvaient plus en modifier le cours fatal » (Discours de la Gauche au Congrès de Livourne du PSI, 1921, dans *Programme Communiste* n° 50, p. 54).

Lénine décrit ainsi la transformation de l'opportunisme d'avant 1914 en social-chauvinisme : « L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'entre eux ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat. La guerre rend cette alliance particulièrement manifeste et forcée. L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque de développement du capitalisme où l'existence

relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les « embourgeoisait », leur donnait des bribes des bénéfices du capital national, leur épargnait la détresse, les souffrances, et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère. La guerre impérialiste est le prolongement direct et le couronnement de cet état de choses, car c'est une guerre pour les privilèges des nations impérialistes, pour un nouveau partage entre elles des colonies, pour leur domination sur les autres nations. Sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de « couche supérieure », de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (ou de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement naturel en temps de guerre des espoirs opportunistes petits bourgeois et de la tactique correspondante, telle est la base économique du social-impérialisme d'aujourd'hui » (*La faillite de la II^e Internationale*, Œuvres, tome 21, p. 248).

Une fois lancée, une telle machine ne peut plus revenir en arrière. C'est pourquoi, contrairement à ce que prétendaient les centristes à la Serrati, selon lesquels « ce sont les situations qui font les hommes et les partis », les partis réformistes d'avant la guerre, devenus contre-révolutionnaires avec leur passage à l'Union sacrée, ne pouvaient que le rester dans la situation révolutionnaire d'après-guerre et se transformer alors, comme ce fut le cas en Allemagne, en bouchers du prolétariat insurgé.

Il est important de comprendre, à l'encontre du CCI, que les partis opportunistes ne sont pas des partis bourgeois « comme les autres ». Ce sont des partis qui organisent des ouvriers, qui prétendent mener une politique de classe, qui sont liés au prolétariat de façon non seulement idéologique, mais bien matérielle, par les miettes qu'ils conseillent à la bourgeoisie, par leur pression-négociation continue, de lui accorder. Ces miettes constituent des réserves qui sont autant de freins pour la lutte des ouvriers, autant de liens entre eux et le capitalisme. Et c'est ainsi que le facteur subjectif de l'opportunisme se transforme en un véritable facteur objectif qui, en permettant au capitalisme de s'épanouir, de se concentrer librement sans

être gêné par la lutte des ouvriers, pèse de tout son poids sur la reprise de classe du prolétariat.

Les partis opportunistes sont donc bien plus dangereux que les partis bourgeois « ordinaires ». C'est la raison pour laquelle nous devons combattre l'opportunisme encore davantage, et pas seulement sur le plan de la lutte idéologique, théorique, générale, mais aussi sur le terrain où il est roi, celui de la lutte quotidienne pour la défense immédiate des travailleurs, où les marxistes combattent pour que le « résultat véritable » de la lutte soit l'« union grandissante des travailleurs » contre le capitalisme.

C'est ce que le CCI, qui se contente d'une simple dénonciation propagandiste et qui ne par exemple toute activité au sein des syndicats, ne peut pas comprendre, et ainsi il abandonne au fond les ouvriers à l'influence matérielle de l'opportunisme. Mais ceci n'est pas davantage admis par le trotskysme, pour qui l'opportunisme syndical, en permettant à des couches ouvrières (plus larges aujourd'hui que les minces couches d'aristocratie ouvrière d'autrefois) d'obtenir des avantages matériels, jouerait « malgré [ses] trahisons périodiques » un « rôle quotidien « anticapitaliste » fondamental » (E. Mandel, *De la bureaucratie, éditions La Brèche*, p. 21). C'est pourquoi Mandel estime qu'il y a dans la « description donnée par Rosa [Luxemburg] de la bureaucratie des organisations ouvrières certains excès : en mettant l'accent de façon exagérée sur la lutte anti-bureaucratique, elle va trop loin dans la critique systématique des organisations de masse ; elle sous-estime l'importance objective de ces organisations pour le maintien d'un minimum de conscience de classe » (!) (p. 20). De même Mandel ne voit pas dans le rôle « d'assistance sociale » auquel, reconnaît-il, se sont aujourd'hui réduits les appareils syndicaux, l'expression de leur intégration croissante à l'Etat, mais un phénomène positif qui permet « en dernière analyse, d'apporter dans ce dialogue [avec l'Etat] tout le poids de la force collective de la classe ouvrière, et d'en modifier l'issue de façon décisive » (p. 21).

De même que Mandel prend ses distances (suite page 4)

Un ennemi du prolétariat : l'impérialisme français

• Océan Pacifique

« L'image de la France ne doit plus être ternie par les séquelles du colonialisme » s'est permis d'affirmer à Nouméa Giscard, en tournée dans les chasses gardées de l'impérialisme français dans l'Océan Pacifique.

Les intérêts de ce dernier sont puissants dans la région : la Nouvelle-Calédonie détient 30 % des réserves connues de nickel du monde. De plus, avec le nouvel accord réalisé entre les gros requins sur le partage des mers, sa mainmise sur les myriades d'îles et d'îlots du Pacifique assure à la France le troisième empire maritime du monde, après les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Or cette région est encore pratiquement inexplorée.

Pas étonnant donc que les mouvements d'indépendance soient réprimés avec la plus extrême vigueur, tant à Nouméa qu'à Tahiti.

L'intérêt du prolétariat est que ces mouvements soient au contraire en mesure de porter à l'ennemi commun les coups les plus puissants possibles. Son entière solidarité va donc à ses frères de classe et aux masses exploitées qui se dressent contre l'esclavage colonial.

• Maghreb

L'évolution politique du régime algérien intéresse au plus haut point l'impérialisme français. Yahiaoui, considéré comme le moins pro-occidental de toute l'équipe au pouvoir, n'a-t-il pas déclaré au journal *Al-Mostakbal* avant le voyage de François-Poncet à Alger que l'Algérie était « prête à entreprendre avec la France une action commune pour le rétablissement de la tranquillité, de la sécurité et de la stabilité dans la région méditerranéenne afin que celle-ci redevienne une région de paix et de contact de civilisations » (Cité par *Le Monde* des 8/9-79).

Le retour en force de l'impérialisme français au Maghreb est bien une réalité. Raison de plus pour lutter pour l'unité des prolétaires des deux rives de la Méditerranée, ce qui suppose en France la lutte la plus résolue contre le contrôle de l'immigration et contre les crimes de l'impérialisme français.

Transformer la guerre économique en guerre de classe

(suite de la page 1)

rilla économique, voire politique contre le pouvoir » (*Les Echos* du 27-6).

Il y a bien la solution hypocrite qui consiste à développer au maximum toutes les formes de « partage du temps de travail » et qui présente en outre cet avantage de généraliser la concurrence entre salariés et donc d'exercer une pression accrue sur les salaires. Mais quoi faire de plus sans augmenter l'inflation, et comment combattre l'inflation sans accroître le chômage ? Si toutes ces mesures sont contradictoires, cela ne provient pas d'une « mauvaise politique » qui ne respecterait pas les « idéaux » bourgeois, mais bien de la marche inexorable profondément contradictoire du capitalisme dont elles sont le produit et le reflet : les capitalistes individuels et les Etats n'ont, en cette fin d'un cycle trentenaire d'accumulation forcée du capital, d'autre possibilité pour résister à la chute désormais effective du taux de profit (*) que d'augmenter davantage les prix. Ils n'ont, ce faisant, d'autre moyen de « lutter contre l'inflation » que de baisser à tout prix les coûts de production, ce qui ne laisse d'autre issue, une fois barrée la voie de la baisse des prix des matières premières, que la réduction draconienne du salaire réel et l'augmentation drastique de la productivité du travail. Le résultat de cette politique a déjà été non seulement la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs mais un accroissement massif du chômage, avant même que les marchés ne soient encombrés par les quantités produites par ces nouveaux investissements hyperproductifs.

Et que proposent d'autre les hommes du Capital pour sortir de cette contradiction, sinon de vendre davantage que le voisin en se précipitant par conséquent encore plus vite et encore mieux que lui dans la spirale infernale qui mène à la crise généralisée ? Les hommes des syndicats de leur côté n'ont rien inventé lorsqu'ils avancent comme Michel Rolant — mais Ségy pourrait le dire aussi — qu'il faut « produire plus pour exporter plus et importer moins » (*Le Matin* du 13-7), mais en lançant, sous forme de clin d'œil à la classe ouvrière dont ils paralysent toute velléité de lutte, qu'il faut

aussi « développer la consommation populaire et collective ».

Mais comment exporter davantage sinon en produisant à moindre coût ? Et comment restaurer les marges — et les sacro-saints profits — dont dépendent les investissements, cet air indispensable aux capitalistes, mais qui asphyxie la classe ouvrière, sinon en produisant avec moins d'ouvriers, avec des salaires plus bas, une Sécurité sociale moins coûteuse, avec moins de fonctionnaires et d'employés, bref en faisant la guerre déclarée à la force de travail ? Cette guerre que le capital mène contre la classe ouvrière est elle-même renforcée par les tentatives d'accord entre les divers capitaux et les divers Etats pour la bonne raison qu'en attendant que le énième équilibre momentané soit remis en question par le développement nécessairement inégal des différents capitaux et des différents Etats, le moyen principal pour chacun d'escamoter un profit accru — ou moins bas — est d'exercer une pression collective plus forte sur la classe ouvrière.

Aussi n'est-il pas étonnant que le sommet de Tokyo coïncide avec l'annonce d'une austérité renforcée, plan Barre ici ou Thatcher là, accompagnés des cris de guerre de la propagande officielle : « En état de guerre, la conscription s'applique à tous. Ceux qui sont jusqu'à présent restés sur les lignes arrière à l'abri du chômage et confortablement installés dans leurs privilèges [on parle évidemment des prolétaires, pas des bourgeois, NDR] doivent aujourd'hui être envoyés au front » (*Le Figaro* du 13-7).

Quant aux prétendus représentants ouvriers, faux « socialistes » et faux « communistes », ils peuvent bien crier au « scandale », à la « provocation », ils n'ont peur que d'une chose : du réveil de la lutte, qu'ils sont faits pour contenir. En même temps, ils permettent à la bourgeoisie d'intimider la classe en mettant déjà toute sa partie immigrée dans un état de siège légal que la jeunesse prolétarienne goûte également de plus en plus sous prétexte de sécurité des citoyens ; ils chuchotent à leurs maîtres leurs plans de division des rangs ouvriers qui tentent de dresser les nationaux contre les immigrés avec le contrôle de l'immigration, les différentes catégories sous couleur de

qualification, les hommes contre les femmes sous prétexte de salaire unique, etc.

Dans cette guerre, désormais menée avec toutes les ressources de la société, ces « lieutenants de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers » sont les plus efficaces et les plus dangereux, car ils appellent la classe ouvrière à attendre dans le calme « une autre politique », « un autre type de développement », qui concilie les intérêts de classe avec ceux de l'entreprise et de l'économie nationale. A l'heure où la guerre économique ouverte entre les entreprises et les Etats se transforme déjà consciemment pour l'adversaire en guerre de classe, ces pantins appellent notre classe à rêver de paix et, eux qui l'ont réduite à une masse démembrée, désarticulée et désarmée, cherchent encore au moment où le fouet de l'adversaire peut la réveiller, à paralyser la plus élémentaire riposte.

La classe ouvrière n'a d'autre salut que dans l'acceptation de cette guerre, sur le terrain du capitalisme lui-même, en passant elle-même sur le terrain de la guerre de classe ouverte, avec pour seul drapeau celui de la défense de ses intérêts de classe, de la fusion de ses rangs par-delà toutes les frontières d'entreprise, de catégorie, de nationalité, dans le combat contre l'ennemi commun — et pour seule arme sa force collective de classe et la puissance que lui donne le capitalisme.

Dans la guerre économique d'aujourd'hui, la classe ouvrière prépare la classe ouvrière à accepter encore une fois la seule issue possible à la crise sur le terrain du capitalisme : la guerre impérialiste. La défense collective que doit mener aujourd'hui la classe ouvrière avec ses armes spécifiques doit devenir un terrain de ralliement des forces prolétariennes autour du parti de classe et un terrain de préparation collective à la guerre finale, à la guerre civile révolutionnaire, dont les tranchées traverseront tous les pays et tous les fronts d'un éventuel conflit impérialiste. Toute autre voie est mensongère.

(*) Voir sur ce sujet « Cours de l'impérialisme mondial : l'offensive du capital contre la classe ouvrière » dans *Programme Communiste* n° 78.

Au Nicaragua, la révolte des masses exploitées

(suite de la page 1)

Somoza et alors que leur mouvement était sur le reflux a eu pour seul résultat une terrible saignée, qui a stoppé le mouvement social pendant trois ans.

En effet, tout de suite après le dénouement de la séquestration, Somoza est passé à la contre-attaque. D'une part, il a procédé à des arrestations en masse des ouvriers qui s'étaient distingués pendant les grèves, institué des tribunaux militaires et déclaré l'état d'exception. D'autre part, dans l'arrière-pays, il a lancé une vaste opération antiguerrilla (avec le concours actif des experts américains en « counter-insurgency » stationnés en permanence à Fort Gulick, à Panama), au cours de laquelle il a nettoyé les quartiers populaires et les villages où les sandinistes pouvaient avoir des bases, et interné dans des camps de concentration des centaines de familles paysannes et prolétariées. Bilan de l'opération : plus de 3.000 prolétaires assassinés ou portés disparus. La tactique du FSLN qui consiste à « frapper et s'enfuir » prouvait déjà combien elle va à contre-sens des exigences du mouvement de masse !

*

A la mi-77 a commencé une nouvelle effervescence sociale, dont le point culminant sera le soulèvement d'août-septembre de l'année suivante. L'âme du mouvement réside dans les bidonvilles, où s'entassent les ouvriers mais aussi les masses paysannes déracinées, prolétariées surtout depuis l'essor capitaliste des années 60. Ce sont ces masses prolétariées plutôt que des ouvriers industriels proprement dits qui forment le prolétariat nicaraguayen. Le mouvement va prendre de l'ampleur surtout à partir du début 78.

Son détonateur apparent fut l'assassinat, le 10 janvier 78, sur ordre de Somoza, du leader de l'opposition bourgeoise, Pedro Chamorro, devenu un concurrent trop dangereux pour celui-ci (l'ambassade américaine en aurait fait son favori pour les élections présidentielles qui devaient avoir lieu trois ans plus tard, selon le plan de démocratisation qui avait été imposé à Somoza). Le lendemain, les rues de Managua furent envahies par des manifestants qui mirent le feu à des banques américaines et aussi à des entreprises de Somoza (comme l'usine textile « El Porvenir » et la sinistre « Plasmaféresis » qui se consacraient au trafic de sang humain). Voilà qui justifiait pleinement la dénomination de « células de fuego » (cellules de feu) donnée aux petits groupes qui depuis quelque temps proliféraient partout.

Faute de satisfaction par le « tyran » des revendications syndicales qu'elle avait posées, la bourgeoisie s'est vue obligée de suivre une démarche originale : elle a appelé elle-même à la « grève » et, qui plus est, a payé

les ouvriers pour ces journées de grève ! Elle avait l'espoir qu'avec ces... congés payés les travailleurs resteraient tranquillement chez eux, comme elle les avait d'ailleurs appelés à le faire. Mais son espoir a vite tourné au désespoir, car non seulement les grévistes sont descendus dans la rue mais, par-dessus le marché, ils ont profité de l'occasion pour poser des revendications propres, comme ce fut le cas des ouvriers agricoles de l'« Ingenio San Antonio » (exploitation de canne à sucre de la région de Chinandega, la plus grande entreprise du Nicaragua avec quelques 20.000 salariés) qui, faisant preuve d'une absence totale de scrupules... interclassistes, exigèrent des augmentations de salaire. Par peur d'être débordée, la bourgeoisie suspendit la « grève » (qui avait commencé le 24 janvier) le 6 février. Mais deux jours après la suspension environ 20 à 25 % des entreprises ne marchaient toujours pas...

Le mouvement ne s'arrêta pas là. Des manifestations se poursuivirent dans tout le pays, surtout lors des messes célébrées pour le repos de l'âme du pieux don Chamorro. Et c'est le meurtre d'un jeune manifestant habitant le bidonville de Monimbó, par la Guardia Nacional le 22 février qui déclencha les soulèvements en chaîne qui auront lieu jusqu'à la fin du mois. Monimbó commença, ensuite le mouvement s'étendit à Diriamba, Managua, Chinandega et León (dans le bidonville de Subtiava). C'est à Monimbó (Masaya) cependant que le mouvement fut le plus dur : le quartier fut pris par les masses, qui résistèrent armées de pierres, de bâtons, de machettes, et de quelques rarissimes carabines aux attaques d'une garde nationale armée jusqu'aux dents. La garnison locale fut tenue en échec pendant plusieurs jours, et elle dut appeler des renforts de la capitale. Ce n'est qu'avec l'arrivée de ceux-ci, dotés de canons légers et appuyés par des blindés et des hélicoptères lançant des bombes incendiaires que le soulèvement fut écrasé après deux jours de combats. Bilan : quelque 200 morts, plusieurs centaines de blessés et de disparus ; Monimbó a été presque entièrement rasé. Néanmoins, fin août, Masaya se souleva de nouveau.

Ce n'est qu'à l'occasion de cette nouvelle vague, qui devint une véritable insurrection, que le FSLN apparut (au début de l'année il avait seulement mené des attaques à Granada et Rivas, situés en dehors des centres d'agitation). Le 22 août il séquestra les congressistes, en plein Palacio Nacional. Ce fut là le détonateur de la formidable explosion des masses plébiennes, qui, dans un état de tension extrême, ont dû prendre l'exploit sandiniste pour le signe de l'attaque finale contre le régime de Somoza que les prêches des curés, des patrons, des petits bourgeois, des réformistes, des... sandinistes, bref de tout ce beau monde démocratique, indiquaient comme la source de toute leur misère.

Sans doute la bourgeoisie présentait une nouvelle explosion, car elle était en train de préparer « minutieusement » (c'est un dirigeant du Front Largi d'Opposition, le FAO, qui l'a révélé à El País du 11-9-78) une énième « grève générale », précisément pour le début de la semaine où le FSLN a réalisé son action, ce qui a obligé les « meneurs » à retarder le déclenchement de la « grève » de quelques jours. Ils s'attendaient encore une fois à canaliser la révolte, et encore une fois leur manœuvre a tourné court.

L'explosion a commencé à Matagalpa et s'est propagée comme une trainée de poudre à toutes les villes importantes : Masaya, Chinandega, León, Estelí, Jinotepe, Managua, etc. Les masses tinrent tête pendant plusieurs jours, les mains presque nues, à une Guardia Nacional bien armée et entraînée. Pour la première fois le FSLN participa au soulèvement à côté des masses, mais en dépit de ce que veut faire croire la presse bourgeoise (ou la stupidité gauchiste) le mouvement n'a nullement été l'œuvre de celui-ci qui n'a fait que se plaquer sur le mouvement spontané des masses. C'est d'ailleurs ce qu'a avoué un de ses principaux dirigeants, Victor Tirado, à la revue colombienne Alternativa : « Nous, les sandinistes, nous nous sommes mis à la tête d'une insurrection populaire qui a éclaté simultanément dans ces villes ».

Mais s'ils se « sont mis à la tête », ce ne fut pas pour l'organiser, pour préparer les masses à l'affrontement inévitable avec la Guardia Nacional, pour leur donner une direction politique. Ils n'ont fait que prendre appui sur le mouvement pour se faire reconnaître par l'opposition bourgeoise et même par l'impérialisme américain (comme nous le montrons dans un autre article en citant les déclarations des leaders du Front). En précipitant les masses dans la voie de la lutte armée, pour laquelle ils ne les avaient pas préparées (et même pas armées, d'ailleurs), ils les ont menées droit à un nouveau massacre. Et les massacres qu'ont subis les masses de chaque ville insurgée, l'une après l'autre, ont été encore facilités par la tactique du FSLN, qui après avoir attiré d'immenses forces adverses par l'intervention massive de ses troupes ville par ville (sous prétexte de disperser l'ennemi !) abandonnait ces villes aussitôt que ces forces s'approchaient, y laissant les masses sans le moindre moyen de défense, d'autant plus qu'il emmenait avec lui des dizaines, voire des centaines d'habitants qui s'étaient distingués dans les combats, c'est-à-dire l'avant-garde des masses locales.

Dans un prochain article, nous analyserons les événements des derniers mois qui répètent ce schéma, mais en faisant ressortir encore davantage l'infamie non seulement de l'opposition bourgeoise mais surtout la trahison criminelle des sandinistes vis-à-vis des masses plébiennes.

Partis ouvriers bourgeois

(suite de la page 3)

vis-à-vis de Rosa Luxemburg, il recommande d'être « très prudent sur [la] notion « d'aristocratie ouvrière » employée par Lénine » (p. 22). « Si on examine avec un certain recul l'histoire du mouvement ouvrier, on constate que très souvent les couches classiquement appelées « aristocratie ouvrière » ont été des couches « de pointe » de la percée du mouvement communiste » (p. 22). C'est par cet « enrichissement » décisif du marxisme que la IV^e Internationale justifie théoriquement sa pratique suiviste à l'égard de l'opportunisme des grands partis ouvriers bourgeois, et ce, alors même que le phénomène de l'aristocratie ouvrière dans les grandes métropoles impérialistes s'est, si l'on peut dire, encore intensifié et élargi par rapport à l'époque de Lénine, avec le boom économique du deuxième après-guerre !

Weber va plus loin encore que Mandel. Pour lui, « le concept d'aristocratie ouvrière s'avère confusionniste et inopérant » (Marxisme et conscience de classe, p. 256) et, pour tout dire, ... économiste. Il propose de le remplacer par la notion, empruntée au sociologue bourgeois Michels, de la bureaucratiation inévitable des organisations ouvrières, dont les chefs, de par leur position de « médiateurs entre le travail et le capital », seraient nécessairement poussés à devenir opportunistes. Le remède contre l'opportunisme devient dès lors, on s'en doute, la... « démocratie ouvrière au sein des diverses organisations de masse » (p. 285), qui permet de tempérer le pouvoir des chefs. De plus, et inversement, Weber blanchit considérablement les chefs réformistes en mettant, à la manière typique de la IV^e Internationale — et du suivisme de toujours —, sur le compte des masses ce qu'il convient de mettre sur le compte des partis : « L'idéologie réformatrice de la bureaucratie n'est pas autre chose que

la mise en forme de l'idéologie spontanée des larges masses asservies à l'idéologie bourgeoise (leur « conscience mystifiée »). La pratique réformatrice de la bureaucratie n'est pas autre chose que la systématisation de la pratique élémentaire de la classe (sa pratique trade-unioniste) » (p. 296). Ainsi la responsabilité de l'opportunisme des partis « ouvriers » incomberait à l'« idéologie spontanée » des masses. En réalité, l'opportunisme s'appuie sur cette idéologie spontanée, sur le trade-unionisme, pour pénétrer la classe de son influence, mais il est bien plus que son simple reflet : il est une politique de subordination des intérêts de la classe ouvrière à ceux de la bourgeoisie.

L'histoire, avons-nous montré dans nos Thèses caractéristiques, a connu trois grandes vagues d'opportunisme au sein du mouvement marxiste : la première, celle du révisionnisme social-démocrate, à la fin du XIX^e siècle, qui prétendait aller au socialisme « par évolution graduelle et sans violence » ; la seconde, celle du social-chauvinisme, en 1914 ; la troisième, celle du stalinisme à partir de 1926, qui « réunit les pires caractéristiques des deux précédentes » (Défense de la continuité du programme communiste, p. 184) : le ministérialisme et le chauvinisme, le pacifisme et l'apologie de la violence de guerre. C'est cette terrible troisième vague qui se dresse encore devant nous de toute sa hauteur, et nous devons avoir bien conscience du fait que, comme le disait Zinoviev de la lutte entre II^e et III^e Internationale en inaugurant le II^e Congrès de l'IC, la lutte entre nous et elle « n'est pas une lutte entre deux fractions d'un même mouvement révolutionnaire prolétarien, elle n'est pas une lutte entre des nuances, entre des courants au sein d'un même camp de classe : elle est une lutte entre les classes ». C'est elle que la prochaine révolution devra aussi balayer.

Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 5 DE

el-oumami

Au sommaire de notre nouvel organe pour les pays du Maghreb

EN LANGUE FRANÇAISE

- Non au contrôle de l'immigration ! Pour une riposte de classe aux expulsions !
- Pour faire le point sur la lutte des foyers des travailleurs immigrés (2).
- Solidarité avec ceux de Garges !
- L'Algérie à l'heure de l'« infitah ».
- Le Maroc à la veille de la tourmente.
- Koweït : une grève exemplaire.
- La signification des luttes revendicatives dans la perspective marxiste :
 - A propos des grèves (Lénine, 1899).
 - Parti de classe et organisation ouvrière (La Gauche italienne, 1913).
- Le CLTA ou les derniers mohicans de l'« indépendance nationale ».

EN LANGUE ARABE

- Les bases d'une riposte de classe aux expulsions de travailleurs immigrés.
- Parti révolutionnaire et lutte économique.
- Combattre réellement le racisme.
- Moyen-Orient : la paix prépare la guerre.

*

il programma comunista

*

Kommunistisches Programm

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit le 9 juillet et le 13 août, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 30 juin, les 7 et 14 juillet, etc (la permanence est suspendue en août).

• A Amiens : tous les lundis de 12 h 30 à 14 h, Café Le Lutetia, rue Saint-Leu (la permanence est suspendue en août).

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc (sauf les samedis 18 et 25 août).

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, les 1^{er} et 15 septembre, etc. (la permanence est suspendue en août).

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h (la permanence est suspendue en août).

• A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 15 et 29 juillet, le 26 août, les 9 et 23 septembre, etc.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 2 et 16 septembre (la permanence est suspendue en août).

• A Lille : tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe (en juin, juillet et août, la permanence aura lieu tous les quinze jours, soit le 20 juin, les 4 et 18 juillet, les 1^{er}, 15 et 29 août).

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 15 et 29 juillet, puis les 9 et 23 septembre (la permanence est suspendue en août).

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 1^{er} juillet et le 5 août, etc.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : la permanence est suspendue de juin à août ; la reprise se fera en septembre.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich (la permanence est suspendue en août).

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 8 et 22 juillet, puis les 9 et 23 septembre, etc. (la permanence est suspendue au mois d'août).

• A Valence : dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit le 22 juillet, les 5 et 26 août, les 9 et 23 septembre, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Aielier »).

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE
Editions Programme
32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

directeur-gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

Le trotskysme : Internationale du compromis et de la capitulation

(suite de la page 2)

ouvrières (comme la réintégration des travailleurs licenciés, l'augmentation générale des salaires, etc.), l'accomplissement d'une réforme agraire (« la remise gratuite de la terre aux paysans ») et la résolution de la crise du capitalisme (avec « des mesures urgentes centrées sur la non-reconnaissance de la dette extérieure »).

La capitulation du trotskysme devant la bourgeoisie libérale et la démocratie consiste à faire croire aux masses prolétariennes et paysannes pauvres que ces forces bourgeoises sont capables non seulement de détruire la dépendance semi-coloniale du pays et de réaliser une réforme agraire mais aussi de résoudre de façon révolutionnaire la crise du capitalisme et de donner satisfaction aux revendications ouvrières !

Dans les faits, ceci équivaut à mener la classe prolétarienne dans une impasse, vers laquelle la bourgeoisie péruvienne et le régime militaire ont essayé de l'entraîner, pour éviter qu'elle tende à se situer sur son propre terrain, celui de la lutte contre l'Etat bourgeois. Alors que le stalinisme péruvien, depuis sa politique d'appui ouvert à la dictature militaire, perd de l'influence parmi les masses ouvrières, c'est le trotskysme qui se charge du rôle contre-révolutionnaire consistant à empêcher la rupture frontale avec la démocratie bourgeoise et, par conséquent, avec l'Etat capitaliste.

La nécessaire internationalisation du communisme révolutionnaire est en retard pour faire face aux exigences internationales de la lutte prolétarienne et de la révolution mondiale. Notre tâche fondamentale est précisément celle-ci et, partant, l'implantation et l'extension internationales du Parti.